



Tous droits réservés

DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

Séance 7 - Le contrat d'entreprise

I.	Identification du contrat d'entreprise.....	2
A)	L'indépendance du maître d'œuvre	2
B)	La réalisation d'une prestation	3
C)	Le caractère onéreux de la prestation.....	4
II.	Formation du contrat d'entreprise.....	5
A)	Conditions de fond.....	5
B)	Conditions de forme	6
III.	Effets du contrat d'entreprise.....	6
A)	Les obligations du maître d'ouvrage	6
1)	L'obligation de payer.....	6
2)	L'obligation de coopérer	8
3)	L'obligation de réceptionner	8
B)	Les obligations du maître d'œuvre	9
1)	L'obligation d'exécuter la prestation.....	9
2)	L'obligation d'information et de conseil.....	12
3)	L'obligation de sécurité	13
IV.	Le cas particulier du contrat d'entreprise médical.....	13
A)	Le principe : l'obligation de moyens du médecin.....	13
B)	L'obligation d'information et de conseil	14
C)	Le cas de la faute professionnelle du médecin	14

Le contrat d'entreprise porte, dans le Code civil, le nom de louage d'ouvrage. Il est défini **aux articles 1779 et suivants**.



Définition : Le contrat d'entreprise est le contrat par lequel le client (ou maître de l'ouvrage) commande à un prestataire (ou maître d'œuvre) une prestation spécifique contre une rémunération (**art. 1710 C. civ**).

Question : Quelles sont les caractéristiques du contrat d'entreprise ? Quelles sont les conditions de formation de celui-ci et quelles obligations incombent aux parties ?

I. Identification du contrat d'entreprise

A) L'indépendance du maître d'œuvre



À retenir : Le contrat d'entreprise se distingue du contrat de travail par l'absence de lien de subordination entre le client et le prestataire. On dit que le prestataire est indépendant dans son travail.

La **Cour de cassation** est venue affirmer cette position. Dans un contrat de travail, l'employeur peut donner des ordres à son salarié. Dans un contrat d'entreprise, le client émet des demandes et le prestataire travaille en autonomie (**Cassation, Soc, 13 nov. 1996, n°94-13.187**).

Question : Comment apprécier l'indépendance d'un individu ?

Une loi de 1994 avait d'abord posé une présomption de non-contrat de travail pour toutes les personnes inscrites au RCS ou au répertoire des métiers et au registre des agents commerciaux.

Cette présomption simple était réfragable par la preuve d'un lien permanent de subordination. Elle est abandonnée par **une loi du 19 janvier 2000**, puis réintroduite par **une autre loi du 1^{er} juillet 2003**.

L'indépendance peut s'apprécier au regard de différents éléments (lieux et horaires de travail, degré sujétion de l'individu, nature des tâches à accomplir).



À retenir : La Cour de cassation est revenue sur ces critères dans **un arrêt du 4 mars 2020**, lorsqu'elle qualifiait les contrats entre Uber et ses chauffeurs VTC de contrats de travail. La dépendance s'apprécie selon trois éléments :

- le pouvoir de donner des instructions ;
- le pouvoir d'en contrôler l'exécution ;
- le pouvoir de sanctionner l'irrespect des instructions.



Pour aller plus loin : Certains auteurs estiment que ces critères sont trop fluctuants. Pascal Puig propose par exemple un autre critère qui est celui du transfert des risques : l'entrepreneur assume les risques, alors que l'employé, acceptant sa subordination, se remet aux mains de son employeur pour les risques. C'est la protection qui découle du choix d'un contrat ou de l'autre qui pourrait permettre de les distinguer.

B) La réalisation d'une prestation

La prestation peut être :

- intellectuelle : l'ouvrier apporte des connaissances et des compétences qu'il met au service du maître d'œuvre ;
- matérielle : l'ouvrier apporte des savoirs techniques.



À retenir : C'est là que réside la différence avec la vente.

Dans l'entreprise, le prestataire obtient une rémunération contre une prestation.

Dans la vente, le vendeur met à disposition une chose contre un prix fixé.

En outre, dans le contrat d'entreprise, le prestataire réalise une prestation spécifiquement conçue pour les demandes du client.

Le contrat d'entreprise implique la délivrance de la prestation au maître d'ouvrage, et à terme, un transfert de propriété.

La prestation peut porter :

- sur un bien meuble : dans ce cas-là, l'ouvrier doit répondre à toutes les demandes du maître d'ouvrage.
- sur un bien immeuble : sont visées alors les opérations de rénovation et de travaux sur des immeubles déjà existants, et les opérations de construction sur des terrains appartenant au maître de l'ouvrage.



Attention : Sont exclus, par **une loi du 3 janvier 1967**, les ventes d'immeubles à construire du contrat d'entreprise, qui sont une branche spécifique de la vente.

C) Le caractère onéreux de la prestation

La prestation est onéreuse dans le contrat d'entreprise (**art. 1710 C. civ**).



À retenir : Pour la doctrine classique, l'obligation est essentiellement monétaire car elle s'en tient à une lecture stricte de l'**article 1710**. Néanmoins, la doctrine moderne retient que l'obligation peut se payer en nature ou en service.



Attention : La prestation ne doit pas être confondue avec le salaire versé dans le cadre d'un contrat de travail. On différencie les deux par l'existence ou non d'un lien de subordination que s'identifie désormais le contrat d'entreprise.



Pour aller plus loin : Le contrat d'entreprise n'est pas soumis à un formalisme spécifique. Tout artisan impayé pourra donc agir en paiement de ses honoraires au nom du contrat d'entreprise passé (**Cassation, Civ 3, 17 déc. 1997, n° 94-20.709**).

II. Formation du contrat d'entreprise

Le contrat d'entreprise est un contrat consensuel, qui se forme par l'échange des volontés.



Attention : Lorsqu'il porte sur la rénovation d'un bien impliquant un transfert de propriété, il est un contrat réel.

A) Conditions de fond

Les parties doivent être d'accord sur la prestation, dans sa globalité. Il n'est pas nécessaire que la prestation soit définie en détails, car le prestataire doit pouvoir manœuvrer.

Si des difficultés sont prévisibles, les parties peuvent convenir d'un devis.



Définition : Le devis est un document précontractuel contenant certaines informations primordiales : nature, modalités et coût prévisionnel des travaux.

C'est une promesse unilatérale : l'entrepreneur propose et le client a le choix de lever ou non l'option.



Attention : Le devis est en principe gratuit mais peut être payant par exception.

En revanche, il n'est pas obligatoire d'avoir un accord sur le prix, qui peut être indéterminé à la formation du contrat.

Le prix peut être fixé unilatéralement par le créancier (**art. 1165 C. civ**). Seul l'abus dans sa fixation sera sanctionné, par l'octroi de dommages-intérêts. Le juge peut fixer un prix pour la prestation en cas de maître d'ouvrage abusif.

Le prix peut également être déterminé, permettant au maître d'ouvrage de connaître à l'avance le prix de sa dépense – ce qui n'est pas forcément avantageux pour lui dans la mesure où cela contraint l'entrepreneur à des choix peut-être moins intéressants (choix de matériaux moins coûteux, par exemple).

Les parties peuvent également déterminer le prix via des clauses au contrat.

B) Conditions de forme

S'agissant en outre des conditions de forme, l'écrit n'est pas obligatoire, sauf dans certains cas (si le contrat est conclu entre un professionnel et un consommateur, par exemple).

III. Effets du contrat d'entreprise

Le contrat d'entreprise est synallagmatique. Il crée des obligations pour les deux parties.

A) Les obligations du maître d'ouvrage

1) L'obligation de payer

a) Principe

Il incombe au maître de l'ouvrage de payer le prix de la prestation.

Le prix peut être révisé dans deux cas :

- si l'entrepreneur manque à son obligation, le juge peut ordonner sa réduction (**art. 1223 C. civ**).
- si les honoraires sont excessifs, dans le cas des professions libérales, le juge peut les réviser (**Cassation, Civ 1, 6 juin 2012**).



À retenir : En principe, le paiement est dû à la fin des travaux. Par exception, le prestataire peut demander des acomptes ou des provisions.

L'action en paiement du prix est soumise à la prescription de droit commun.



Attention : Pour les actions d'un entrepreneur professionnel envers un maître d'ouvrage consommateur, l'action en paiement du prix se prescrit de deux ans (**art. L218-2 C. conso**).

b) Sanctions

L'entrepreneur qui ne serait pas payé dispose de plusieurs garanties contre le maître d'ouvrage défectueux :

- l'exception d'inexécution, qui lui permet de suspendre l'exécution de la prestation jusqu'au paiement du prix (**art. 1219 C. civ**).
- le droit de rétention, qui lui permet de ne pas délivrer l'ouvrage, sauf pour les biens immeubles (**Cassation, Civ. 3, 23 juin 1999, n° 97-19288**) ou si le bien va au service du client, comme une prothèse (**art. 2286 C. civ**).
- la réserve de propriété, si cette clause existe au contrat. L'entrepreneur conserve la propriété du bien jusqu'au paiement.



À retenir : L'entrepreneur immobilier dispose d'une garantie spécifique pour les travaux de plus de 12000€. Le maître d'ouvrage doit obtenir le cautionnement d'un établissement bancaire, qui lui sera versé directement (**art. 1799-1 C. civ.**).

2) L'obligation de coopérer

Le maître d'ouvrage doit aider l'entrepreneur au maximum dans ses démarches, faute de quoi il engage sa responsabilité contractuelle (**art. 1104 nouveau C. civ.**).

3) L'obligation de réceptionner



Définition : La réception s'entend de l'acte unilatéral par lequel le client reconnaît, approuve les travaux du prestataire, et accepte de payer le prix (**art. 1792-6 C. civ.**).

Si le client accepte le bien sans réserve, le contrat est terminé. S'il en émet, il peut alors :

- réclamer la mise en conformité du bien ;
- demander une réduction du prix ;
- conserver une partie du prix encore non versé.



À retenir : Aucune obligation de forme n'est prévue : elle peut donc être tacite, même pour un bien immeuble (**Cassation, Civ 3, 20 avril 2017, n° 16-10486**).



Attention : L'acceptation sans réserve peut être prévue contractuellement au contrat, mais est considérée comme abusive la clause qui prévoit que l'acceptation sans réserve correspond à une livraison de fait, car la possession de fait ne vaut pas acceptation (**Cassation, Civ 3, 6 mai 2015**).



Pour aller plus loin : La réception peut être matérialisée par l'emménagement du maître d'ouvrage (**Cassation, Civ 3, 18 mai 2017, n° 16-11260**). Une société entrepreneur ne peut être contrainte à poursuivre les travaux si l'ouvrage a déjà été accepté par les maîtres d'ouvrage (**Cassation, Civ 3, 6 septembre 2018, n° 17.21155**).

B) Les obligations du maître d'œuvre

1) L'obligation d'exécuter la prestation

a) Principe

C'est l'obligation principale du maître d'œuvre.



Définition : L'obligation d'exécution s'entend du respect de la prestation et de ses conditions de réalisation prévues au contrat.



Attention : Dans le cas d'une prestation intellectuelle, on considérera généralement que l'entrepreneur est tenu d'une obligation de moyens. Dans le cadre d'une prestation matérielle, d'une obligation de résultats.

Elle implique, à la fin du contrat, le transfert de la chose.

Le maître d'ouvrage est tenu d'une garantie contre les vices cachés sur la chose (**art. 1792 C. civ.**).

Cette obligation oblige l'entrepreneur à vérifier que son ouvrage fonctionne et ne connaît pas de pannes (**Cassation, Civ 3, nov. 2012, n° 11-20.532 ; Civ 1, 14 fév. 2018, n° 16-25.228 ; Civ 1, 14 fév. 2018, n° 17-11.199**).

b) Sanctions

La sanction en cas d'inexécution de la prestation est l'exécution forcée.



Attention : L'inexécution ne s'applique pas lorsqu'elle est impossible, ou s'il existe une trop forte disproportion entre l'intérêt pour le client et la conséquence pour l'entrepreneur (**art. 1221 C. civ.**).



À retenir : Le client peut poursuivre lui-même les travaux nécessaires à la mise en conformité de la prestation, pour ensuite en demander le remboursement au prestataire (**art. 1222 C. civ.**).

Pour engager la responsabilité contractuelle du prestataire, il faut distinguer les deux situations :

- si la prestation est intellectuelle, le client devra prouver qu'il n'a pas utilisé tous les moyens disponibles pour la réaliser
- si elle est matérielle, il devra prouver que le but convenu n'a pas été atteint.

c) Sous-traitance

- Définition de la sous-traitance

En principe, l'entrepreneur est censé réaliser la prestation seul et personnellement. Cependant, **une loi du 31 décembre 1975** l'autorise à faire appel à un tiers et à sous-traiter la réalisation de l'ouvrage.



Définition : La sous-traitance se matérialise en une chaîne de contrats : le premier entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, et le second entre le maître d'œuvre et le sous-traitant.

Pour que le contrat de sous-traitance soit valable, il faut obtenir l'agrément du maître d'ouvrage (**Cassation, Civ 3, 21 janvier 2015, n°13-18316**).

Par principe, il est obtenu avant les travaux, mais peut s'obtenir pendant (**art. 3 loi 1975**).



À retenir : Le maître d'ouvrage peut refuser le sous-traitant mais il appartient au juge de vérifier qu'il n'a pas refusé pour un motif fallacieux (**Cassation, Civ 2, 2 février 2005, n° 03-15409**).

L'absence d'agrément peut entraîner des sanctions.

Le sous-traitant peut engager la responsabilité contractuelle du prestataire et obtenir la résiliation du contrat.

Le maître d'ouvrage peut également engager la responsabilité contractuelle du prestataire.

En outre, s'il a connaissance d'une sous-traitance non-agrée, le client peut voir engagée sa responsabilité délictuelle envers le sous-traitant.

- Paiement dans la sous-traitance

L'entrepreneur est tenu d'obtenir une caution d'un établissement de crédit afin de garantir au sous-traitant le paiement de sa prestation (**art. 14 loi 1975**).

En principe, le sous-traitant est payé par le prestataire directement. Si celui-ci est différent, **la loi de 1975** donne un droit direct au sous-traitant envers le client. Il a un mois pour la mettre en œuvre.



Attention : Le paiement sera limité à ce que doit encore le maître d'ouvrage à l'entrepreneur, sauf si le maître d'ouvrage est une personne publique. Ce dernier sera contraint de payer intégralement les travaux dont il est responsable.

- Responsabilité dans la sous-traitance

Le sous-traitant est responsable envers le prestataire. Cette responsabilité est souvent la conséquence d'un appel en garantie du client initial envers le prestataire, qui se retourne ensuite contre son sous-traitant.

En revanche, envers le maître d'ouvrage, le sous-traitant ne peut voir engagée que sa responsabilité délictuelle, et ce depuis **l'arrêt Besse de 1991 (Cassation, Plen, 12 juillet 1991, n°90-13602)**.

2) L'obligation d'information et de conseil

L'entrepreneur est tenu d'exposer à son client les risques et de lui donner tous les éléments nécessaires pour qu'il en comprenne les enjeux et les conséquences (**art. 1211-1 C. civ**).

En cas de non-respect, l'entrepreneur engage sa responsabilité contractuelle.



À retenir : La responsabilité de l'entrepreneur varie en fonction de la qualité du client : le client profane doit par exemple être parfaitement encadré, alors que l'entrepreneur en est dispensé lorsqu'il a affaire à un promoteur professionnel.

La charge de la preuve incombe à l'entrepreneur.



Pour aller plus loin : Voir les arrêts suivants de Cassation : **Civ 3, 14 janvier 1975, n°73-13979, Civ 1, 25 janvier 2000, n° 98-12702, Civ 1, 25 février 2010, n° 09-11591.**

3) L'obligation de sécurité

Dans le cas d'une prestation portant sur un bien, l'entrepreneur est tenu de la responsabilité des produits défectueux (**art. 1245 C. civ.**).

Dans le cas d'une prestation portant sur un lieu, ou si le client participe et visite les locaux, l'entrepreneur doit également assurer son intégrité physique.

En présence d'une prestation avec un aléa, l'obligation sera de moyen. Auquel cas, le client devra prouver que le prestataire n'a pas mis en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution de l'obligation.



Exemple : L'exploitant de remontées mécaniques est tenu d'une obligation de moyens pour le débarquement et l'embarquement de l'utilisateur, puisque cela suppose une participation active de la part de l'utilisateur. Il est tenu d'une obligation de résultats pour le transport d'un point A vers un point B (**Cassation, Civ 1, 10 mars 1998, n°96-12141**).

En revanche, si le client n'a aucun contrôle sur l'exécution de la prestation, l'obligation sera de résultat et la responsabilité du prestataire engagée de plein droit, sauf force majeure. Néanmoins, la jurisprudence est hésitante sur la notion d'aléa, qui reste floue.

IV. Le cas particulier du contrat d'entreprise médical

A) Le principe : l'obligation de moyens du médecin

L'arrêt Mercier pose les bases de la responsabilité contractuelle du médecin, qui est tenu d'une obligation de moyens (**Cassation, 20 mai 1936**).

C'est ensuite **une loi du 4 mars 2002, dite loi Kouchner**, qui est venue encadrer le régime de responsabilité, qui est posé à **l'article L1142-1 du Code de la santé publique**. Le médecin est responsable de toutes les fautes qu'il commet dans l'exercice de sa fonction, hormis celles résultant de produits défectueux (**Cassation, Civ 1, 9 nov. 1999**).



À retenir : Le médecin doit obtenir le consentement de son patient sauf s'il existe un danger immédiat pour sa vie (**Cassation, Civ 1, 11 oct. 1988, n° 86-12.832**).



Attention : Le médecin ne peut pas être tenu responsable de l'aléa thérapeutique. Ces aléas sont réparés par le mécanisme de la solidarité nationale, qui indemnise les victimes atteignant un pourcentage spécifique d'atteinte à leur intégrité morale ou physique.

B) L'obligation d'information et de conseil

Le médecin est tenu d'une obligation d'information envers le patient, qu'il s'agisse d'un acte banal ou d'une intervention risquée, faute de quoi le consentement de celui-ci n'est pas loyal et éclairé.



À retenir : La charge de la preuve incombait au médecin (**Cassation, Civ 1, 25 fév. 1997**). Cette charge a été inversée, dans **un arrêt de la 1^{ère} Ch. civ de la Cour de cassation du 25 février 1997**. Elle peut se faire par tout moyen.

C) Le cas de la faute professionnelle du médecin



Définition : Pour que soit engagée la responsabilité du médecin pour faute professionnelle, il doit exister un fait dommageable, un préjudice, et un lien de causalité entre les deux.



À retenir : La charge de la preuve incombe donc au patient, qui doit prouver le préjudice ou le rapport de causalité.



Attention : Le médecin doit obligatoirement détenir une assurance en responsabilité civile. Le défaut d'assurance est donc illégal, et peut être le fondement d'une action disciplinaire.

Les actions pour faute professionnelle du médecin se prescrivent de dix ans à compter de la consolidation du dommage (**art. L1142-28 C. santé publique**).



Définition : La consolidation s'entend du moment à partir duquel la santé de l'assuré est stabilisée, qu'il ait des séquelles ou non. Le choix de ce moment est néanmoins controversé, dans la mesure où la consolidation est parfois atteinte après un long délai, d'autant que la prescription ne court ni pendant la minorité, ni pendant le temps où la victime ignore le lien entre son état de santé et les soins.

À jurisprudence constante, les juges ne se prononcent pas sur le degré de gravité de la faute : qu'elle existe, si infime soit-elle, suffit à la caractériser.

L'appréciation du lien de causalité est casuelle, et dépend de nombreux éléments : c'est le cas, généralement, après la prise d'un médicament qui a généré l'apparition d'une pathologie.